

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LA ROCHELLE,**

**VU** les articles L.2212-2, L.2212-3 et L.2213-23 notamment du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la Loi n° 86-2 du 03 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, notamment ses articles 31 à 34 ;

**VU** l'article R 610-5 du nouveau Code Pénal ;

**VU** l'arrêté n° 034.93 du Préfet Maritime de l'Atlantique en date du 1<sup>er</sup> juillet 1993 réglementant la navigation dans les eaux maritimes baignant la Plage des Minimes (Ville de La Rochelle) ;

**VU** l'arrêté interministériel du 20 mai 1975 relatif à la baignade des groupes de mineurs sur les plages ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'organiser et de réglementer, d'une part, la pratique de la baignade et des activités nautiques dans les eaux baignant la Plage des Minimes pour assurer la sécurité des usagers, et d'autre part, l'utilisation et la fréquentation de ladite plage.

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville ;

**ARRÊTE**

**TITRE I**  
**DE LA RÉGLEMENTATION DE LA Baignade ET DES ACTIVITÉS NAUTIQUES**  
**DANS LES EAUX MARITIMES Baignant LA Plage DES MINIMES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La pratique de la baignade dans les eaux maritimes baignant la Plage des Minimes est réglementée ainsi qu'il suit dans les zones délimitées conformément au plan joint en annexe.

**ARTICLE 2** : Les dates précises de surveillance des plages rochelaises seront fixées chaque année par arrêté municipal.

Il est créé, durant la période de surveillance fixée par arrêté municipal annuel , une zone réservée à la baignade (en jaune sur le plan en annexe) délimitée au Sud par le littoral de la pointe des Minimés et au Nord par un épi en enrochements prolongé par des bouées ; la zone est fermée côté large par une ligne droite balisée, parallèle au rivage.

La mise à l'eau, la circulation, le stationnement et le mouillage de tout engin nautique immatriculé ou non immatriculé et notamment les scooters de mer, les planches à voile et pédalos y sont interdits.

Toutefois, l'usage d'engins de plage, accessoires de la baignade tels les matelas pneumatiques ou engins gonflables sans propulsion mécanique y est autorisé.

**ARTICLE 3 :**

Il est créé, durant la période de surveillance des plages fixée par arrêté municipal annuel , un chenal traversier réservé au départ des navires de sécurité. Le chenal orienté au 251° vrais s'appuie au sud sur l'épi en enrochements délimitant la zone de baignade et matérialisé par deux perches. Le côté Nord de ce chenal est une ligne droite balisée, parallèle à l'enrochement précité et situé à 15 mètres de celui-ci.

Dans ce chenal, sont interdits la mise à l'eau, la circulation, le stationnement et le mouillage de tout engin nautique immatriculé ou non immatriculé et notamment les scooters de mer, les planches à voile et pédalos ainsi que la baignade et la plongée sous-marine. Ce chenal est exclusivement réservé aux embarcations de sécurité et moyens de secours.

**ARTICLE 4 :**

Il est créé une zone destinée au départ et à l'arrivée des planches à voile, matérialisée au sud par la ligne droite balisée délimitant le chenal des navires de sécurité, et au Nord par un épi en enrochements.

Dans cette zone, sont interdits la baignade, la plongée sous-marine ainsi que la mise à l'eau, la circulation, le stationnement et le mouillage de tout engin nautique immatriculé ou non immatriculé autre que les planches à voile auxquelles ce site est exclusivement réservé.

Le Maire pourra à la demande, autoriser un accès ponctuel aux embarcations légères.

**ARTICLE 5 :**

La zone de baignade, le chenal des bateaux de sécurité seront balisés par les soins de la Ville, en conformité avec les prescriptions du Service des Phares et Balises.

**ARTICLE 6 :**

Les dispositions des articles 1 à 5 du présent arrêté ne s'appliquent que lorsque le balisage est en place (durant période de surveillance fixée par arrêté municipal annuel ). La Ville assurera la publicité du présent arrêté sur la plage concernée.

**ARTICLE 7 :**

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux navires et engins nautiques de service public si leur mission l'exige.

## TITRE II DE LA POLICE DE LA PLAGE

- ARTICLE 8 :** Baignade Plage des Minimes :
- ® Pendant la période de surveillance fixée par arrêté municipal annuel (cf.art 2) , la baignade est uniquement autorisée dans la zone telle que mentionnée à l'article 2 dans les conditions fixées aux articles 9, 10, et 11.
  - ® Hors de cette période, la baignade se fait aux risques et périls du baigneur.

La plage pourra faire l'objet d'une fermeture temporaire à la baignade en cas de danger pour la population et en particulier en cas de pollution momentanée.

Les usagers de la plage devront se conformer aux instructions qui pourraient leur être données par le(s) Maître(s) Nageur(s) Sauveteur(s) chargé(s) de la surveillance et de la sécurité des lieux et les agents de service d'ordre ainsi que les panneaux de signalisation qui pourraient être placés par l'Administration Municipale.

Notamment en cas de fermeture momentanée de la baignade.

- ARTICLE 9 :** Les périodes de surveillance sont indiquées par la présence d'une flamme hissée au mât du poste de secours :
- Flamme verte : Baignade surveillée et absence de danger particulier.
  - Flamme jaune : Baignade surveillée mais dangereuse.
  - Flamme rouge : Baignade interdite et dangereuse.

L'absence de flamme signifie qu'il n'y a pas de surveillance et que la baignade ne peut se pratiquer qu'aux risques et périls du public et du baigneur en particulier.

Lorsqu'il y a surveillance, celle-ci est assurée, chaque jour de 11 heures à 19 heures, pour la période fixée par arrêté municipal annuel.

- ARTICLE 10 :** Il est interdit de plonger à partir des digues ou enrochements bordant les zones de baignade et même d'y accéder.

- ARTICLE 11 :** Les colonies de vacances et autres collectivités pourront faire baigner leurs groupes dans les zones surveillées à cet effet, seulement si elles disposent des moyens de surveillance, de signalisation et de secours nécessaires après accord du sauveteur nautique chef du poste de secours (selon mesures prévues par l'arrêté ministériel du 08 décembre 1995).

- ARTICLE 12 :** Il est interdit de se livrer sur la plage à des jeux de nature à gêner ou à présenter un danger pour les tiers et en particulier pour les enfants, y compris en dehors de la période de surveillance.  
La Ville de La Rochelle se réservant , toutefois, le droit d'organiser des

animations encadrées.

Les jets de pierres ou autres projectiles sont rigoureusement interdits.

**ARTICLE 13 :** L'accès est formellement interdit aux chiens et autres animaux, tenus en laisse ou non.  
À l'exception des chiens destinés à l'aide des personnes en situation de handicap.

**ARTICLE 14 :** Il est interdit de jeter ou abandonner tout déchet, de quelque nature qu'il soit.

Les personnes devront utiliser les poubelles ou corbeilles prévues à cet effet.

**ARTICLE 15 :** Il est interdit d'apporter et/ou d'utiliser des récipients en verre ou en matériau susceptible de se casser en morceaux à arêtes tranchantes.

**ARTICLE 16 :** Toutes sollicitations importunes, distribution des tracts... sont interdites.

**ARTICLE 17 :** Les commerçants ambulants et autres entreprises ou organismes, à caractère commercial ou non, devront obtenir l'accord de la municipalité avant toute installation ou démarche sur les sites faisant l'objet du présent arrêté.

**ARTICLE 18 :** Pendant la période estivale au cours de laquelle s'exerce la mission de surveillance de la plage de baignade est interdit, à l'exception de la sonorisation réglementaire du poste de secours, l'usage de tout appareil sonore (radio, matériel de sonorisation à disques ou cassettes, micro, etc.). Cette utilisation pourra être également interdite ou limitée en dehors de la période considérée, dans la mesure où elle s'avèrerait être source de gêne pour les usagers et le public en général.

**ARTICLE 19 :** Sont interdites également, sauf autorisation écrite particulière de la Ville, les activités annexes étrangères à la destination des deux plages, telles que :

- Feux de camp.
- Évolution et stationnement de véhicules terrestres, à moteur ou non (nonobstant cette disposition, les moyens mécaniques de nettoyage et d'entretien du site sont autorisés à y accéder pour y accomplir leur mission).
- Démonstration et utilisation de matériels divers.
- Campements : il est interdit d'y dormir la nuit pour des raisons de sécurité.
- Engins à deux roues : vélos - cyclos – patins et planches à roulettes –

etc...

- Evolution :
  - d'engins volants de toute nature tels que cerfs-volants ou autres matériels et jeux aériens,
  - de modèles réduits à moteur, commandés ou non, à distance.

A titre exceptionnel, les pique-niques peuvent être autorisés, sous réserve du ramassage soigneux des déchets, en application de l'article 13.

- Le nudisme est interdit.

### **TITRE III** **EXÉCUTION**

**ARTICLE 20 :** Toutes les dispositions municipales antérieures au présent arrêté concernant la baignade, la circulation des navires et des embarcations, Plage des Minimes, sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

**ARTICLE 21 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu des pénalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 22 :** Il sera procédé à la publication du présent arrêté selon les modalités requises et notamment par affichage, ainsi qu'à sa transmission à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

**ARTICLE 23 :** Le présent arrêté est exécutoire dès l'accomplissement des formalités prévues à l'Article 22 ci-dessus.

**ARTICLE 24 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de La Rochelle et Monsieur le Commissaire Central de Police, Monsieur le Commandant de la C.R.S., sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LA ROCHELLE,  
Le

LE DEPUTE-MAIRE,

**Maxime BONO**